

Prologue.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 7 JUIN 2014

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale pour vous demander de délibérer sur les résolutions suivantes ayant pour objet, outre l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2013 et la nomination de nouveaux administrateurs, qui font l'objet du rapport de gestion :

Au titre de l'assemblée générale ordinaire :

- Programme de rachat d'actions

Au titre de l'assemblée générale extraordinaire :

- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société (hors offre publique d'échange)
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission par offre au public d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression de droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission par placement privé d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue d'émettre des bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées
- Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue d'émettre des bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice d'une personne dénommée
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) au bénéfice de salariés et partenaires industriels ou commerciaux de la Société et de ses filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires de la Société à des salariés et mandataires sociaux éligibles de la Société ou de son groupe
- Approbation des modifications susceptibles d'être apportées aux caractéristiques des BSAAR
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour procéder à l'émission de bons autonomes donnant droit à l'attribution de titres de créance au profit d'une catégorie de personnes

Au titre de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire :

- Pouvoirs pour les formalités

Marche des affaires sociales

L'année 2014 a commencé pour Prologue avec une très forte hausse des ventes, notamment à l'international. Le Groupe a ainsi enregistré sa plus forte croissance trimestrielle depuis plus de 5 ans avec un chiffre d'affaires qui a bondi de plus de 14,9 % au 1er trimestre 2014 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette bonne tendance d'activité traduit ainsi le succès de la stratégie mise en place par Prologue et qui conjugue :

- le développement international de ses ventes à partir de sa filiale Alhambra en Espagne et,
- l'investissement dans les nouvelles technologies Cloud en France avec le lancement de nouvelles offres innovantes.

La mise en place de cette stratégie, commence tout juste à porter ses fruits et devrait encore se renforcer les prochains trimestres.

Motif des opérations

Ces projets de renforcement des fonds propres de la Société visent à pérenniser l'équilibre financier du groupe de manière durable. Ils s'inscrivent parfaitement dans le cadre du plan d'actions qui se poursuit depuis de nombreux mois qui permet de redresser la rentabilité du groupe tout en lui permettant de renouer avec une croissance organique durable.

Ces délégations de compétence sont destinées à donner au conseil d'administration la possibilité de réagir au plus vite aux besoins de financement de la société, en lui permettant en outre d'opter, le moment venu, pour l'émission du type de valeurs mobilières le plus adapté. La suppression du DPS devrait permettre d'assurer des financements complémentaires pour apurer les dettes, renforcer les fonds propres, et permettre le financement d'investissements stratégiques.

PARTIE ORDINAIRE

Programme de rachat d'actions *(6^{ème} résolution)*

Objet

La 6^{ème} résolution a pour objet de permettre à la société de racheter ses propres actions en vue :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché du titre de la Société,
- d'attribuer ou céder des actions, dans le cadre de plans d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ou toutes autres formes d'allocations aux salariés, anciens salariés ou mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ,
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- de conserver les actions et le cas échéant de les céder, les transférer ou les échanger dans le cadre ou à la suite de toutes opérations de croissance externe,
- de toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'Autorité des marchés financiers ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

Modalités de mise en œuvre

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette autorisation.

Prix de rachat

Le prix de rachat par action ne pourrait être supérieur à 5 €.

Plafond

Le nombre entier d'actions à acheter ou à faire acheter serait de 10 % du capital social de la Société à la date de réalisation de ces achats.

Durée

Le Conseil d'administration propose que la présente autorisation soit valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale ; elle met fin avec effet immédiat et se substitue à celle consentie par l'Assemblée générale du 10 septembre 2013.

PARTIE EXTRAORDINAIRE

Délégations financières *(10^{ème} à 20^{ème} et 22^{ème} résolutions)*

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'autorisations financières et d'augmentation de capital, le Conseil vous a rendu compte de la marche des affaires sociales au cours de l'exercice 2013 et depuis le début de l'exercice 2014 dans son rapport de gestion inclus dans son rapport financier annuel mise en ligne sur le site internet de la Société (www.prologue.fr) depuis le 15 mai 2014.

L'ensemble des autorisations financières qui vous sont soumises telles que décrites ci-après a pour objet de doter la Société d'une certaine flexibilité et d'une faculté et d'une rapidité accrues de réaction afin de saisir les éventuelles opportunités de marché, en permettant en Conseil de choisir, notamment eu égard aux conditions de marché, les moyens les plus adaptés au financement, à la protection et au développement du groupe Prologue.

La mise en œuvre de l'une ou l'autre desdites autorisation ou délégation serait, le cas échéant, décidée par le Conseil ou par le Directeur Général auquel les pouvoirs du Conseil serait subdélégués, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération établies conformément à l'autorisation ou à la délégation conférée. Ce rapport complémentaire serait mis immédiatement à votre disposition au siège social, au plus tard dans les 15 jours suivant la réunion du Conseil d'administration, et porté à votre connaissance à la plus prochaine assemblée générale.

En tout état de cause et en outre, vos commissaires aux comptes établiraient, dans les mêmes cas, des rapports complémentaires à votre attention.

Le Conseil d'administration vous propose de reconduire, quasi à l'identique, sous réserve des montants des plafonds, les résolutions approuvées lors de l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour l'émission d'actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription
(10^{ème} résolution)

Objet

La 10^{ème} résolution permettait au Conseil d'Administration d'émettre, à tout moment, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires de la société, que ce soit, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
- et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Par ailleurs, il est précisé que conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre dans le cadre de la 10^{ème} résolution pourraient donner accès à des actions ordinaires de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la société ou dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Modalités de mise en œuvre

Les actionnaires auraient, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables, aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette résolution et notamment pour fixer le prix d'émission des titres.

Prix d'émission

Le Conseil d'administration fixerait le prix d'émission qui devrait être au moins égal à la valeur nominale des actions de la Société.

Plafond

Le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 30 000 000 euros.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal global maximum des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être émises ne pourra être supérieur à 30 000 000 euros.

Durée

Cette délégation aurait une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale et mettrait fin à la 3^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société (hors offre publique d'échange)
(11^{ème} résolution)

Objet

Il vous est proposé de déléguer au Conseil d'administration sa compétence pour décider, sur rapport du Commissaire aux apports portant notamment sur la valeur des apports, l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'autres sociétés lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables.

Modalités de mise en œuvre

Le Conseil d'administration disposerait de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, en vue de mettre en œuvre la présente délégation, notamment pour :

- i. statuer, sur le rapport du ou des commissaires aux apports, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers et leurs valeurs, ainsi que, le cas échéant, leur rémunération,
- ii. déterminer le nombre d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, immédiatement ou à terme, à émettre, ainsi que leurs termes et conditions,
- iii. constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation.

Plafond

Le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder, outre la limite légale de 10 % du capital social (ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée), un montant de 16.000.000 d'euros.

Durée

Cette délégation serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'assemblée générale l'ayant décidée et mettrait fin à la 4^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission par offre au public d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression de droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital
(12^{ème} résolution)

Objet

Il est proposé à votre assemblée générale d'accorder au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre au public, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies :

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires de la société, que ce soit, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
- et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Par ailleurs, il est précisé que conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre dans le cadre de la 12^{ème} résolution pourraient donner accès à des actions ordinaires de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la société ou dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Modalités de mise en œuvre

Il est précisé que ces émissions par voies d'offres au public pourraient être associées à des émissions réalisées par placement privé visées à la 13^{ème} résolution ci-après.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires serait supprimé sur les titres à émettre par voie d'offres au public.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette résolution et notamment pour arrêter le prix d'émission des titres.

Prix d'émission

Le prix d'émission des titres à émettre dans le cadre de cette délégation, serait fixée par le Conseil d'Administration pour chacune des actions ordinaires à émettre de manière immédiate ou différée, dans le cadre de la présente délégation de compétence, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription et/ou d'acquisition d'actions, du prix d'émission desdits bons, de la façon suivante :

- dans la limite de 10 % du capital social par an, le prix d'émission ne pourra être inférieur à la moyenne de 5 cours consécutifs cotés de l'action choisis parmi les trente dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission éventuellement diminué d'une décote maximale de 20 %,
- dans les hypothèses autres que celle visée ci-dessus, le prix d'émission sera déterminé conformément aux dispositions de l'article L 225-136 1^o alinéa 1 du Code de commerce.

Plafond

Le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, ainsi que celles conférées en vertu des 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 19^{ème} résolutions, ne pourrait être supérieur à 30 000 000 euros.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal global maximum des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être ainsi émises ne pourrait être supérieur à 30 000 000 euros.

Durée

Cette délégation aurait une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale et mettrait fin à la 5^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission par placement privé d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital
(13^{ème} résolution)

Objet

Il est proposé à votre Assemblée Générale d'accorder au Conseil d'administration une délégation de compétence lui permettant d'augmenter le capital social par l'émission, par placement privé tel que visé à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier (c'est-à-dire une offre qui s'adresse exclusivement aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers ou à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre) :

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires de la société, que ce soit, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
- et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Par ailleurs, il est précisé que conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre dans le cadre de la 13^{ème} résolution pourraient donner accès à des actions ordinaires de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la société ou dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Modalités de mise en œuvre

Il est précisé que ces émissions par placement privé pourraient être associées à des émissions réalisées par voies d'offres au public visées à la 12^{ème} résolution.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires serait supprimé sur les titres à émettre par voie de placements privés.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette résolution et notamment pour arrêter le prix d'émission des titres.

Prix d'émission

Le Prix d'émission serait fixée par le Conseil d'Administration pour chacune des actions ordinaires à émettre de manière immédiate ou différée, dans le cadre de la présente délégation de compétence, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription et/ou d'acquisition d'actions, du prix d'émission desdits bons, de la façon suivante : le prix d'émission serait déterminé conformément aux dispositions de l'article L 225-136 1^o alinéa 1 du Code de commerce et sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant sa fixation, avec une décote éventuelle de 5 % maximum.

Plafond

Le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à 20% du capital par an.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal global maximum des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être ainsi émises ne pourrait être supérieur à 20 000 000 euros.

Ces montants s'imputeraient sur le plafond global prévu à la 12^{ème} résolution.

Durée

Cette délégation aurait une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale et mettrait fin à la 6^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées
(14^{ème} résolution)

Objet

Il est proposé à votre assemblée générale de déléguer sa compétence au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'émission :

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires de la société, que ce soit, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
- et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Par ailleurs, il est précisé que conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre dans le cadre de la 7^{ème} résolution pourraient donner accès à des actions ordinaires de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la société ou dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Modalités de mise en œuvre / Catégories de personnes

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires serait supprimé sur les titres à émettre dans le cadre de la 7^{ème} résolution au profit des catégories de personnes suivantes :

- Tout fonds d'investissement, entreprises ou établissements publics ou mixtes investissant dans des sociétés appartenant aux secteurs de l'édition de logiciels et/ou des services informatiques ;
- Toute société de gestion (agrées ou non par l'Autorité des Marchés Financiers) ayant pour activité la gestion de portefeuille pour compte propre ou compte de tiers et investissant dans des sociétés appartenant aux secteurs de l'édition de logiciels et/ou des services informatiques ;
- Tout fonds d'investissement de droit français ou étranger (en ce compris tout FCPR, FCPI ou FIP) ou toute société holding de droit français ou étranger investissant dans des sociétés appartenant aux secteurs de l'édition de logiciels et/ou des services informatiques, pour un montant minimum par investisseur d'investissement dans la société de cent mille euros (prime d'émission incluse) ou la contre-valeur de ce montant en devises ;
- Tout prestataire de services de la société ;
- Toute société ou organisation avec qui le groupe Prologue a noué un partenariat commercial ou stratégique ;
- Toute société dont le groupe Prologue est actionnaire ou engagé à devenir actionnaire ;
- Tout titulaire d'une créance admise au plan de continuation de la société Prologue arrêté le 7 novembre 2005 tel que modifié par le Tribunal de commerce d'Evry dans ses décisions rendues le 5 décembre 2011 et le 2 décembre 2013 et tel qu'éventuellement modifié ultérieurement par ce même Tribunal.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories ci-dessus définies ainsi que le nombre de titres à attribuer à chacun des bénéficiaires.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette résolution et notamment pour arrêter le prix d'émission des titres.

Prix d'émission

Le prix d'émission des actions ordinaires à émettre de manière immédiate ou différée, en vertu de la présente délégation serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse précédant la fixation du prix d'émission éventuellement diminué d'une décote maximale de 20 %.

Plafond

Le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 16 000 000 euros.

A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le montant nominal global maximum des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être ainsi émises ne pourrait être supérieur à 20 000 000 euros.

Ces montants s'imputeraient sur le plafond global prévu à la 12^{ème} résolution.

Durée

Cette délégation aurait une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale et mettrait fin à la 7^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue d'émettre des bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées
(15^{ème} résolution)

Objet

Il est proposé à votre assemblée générale de déléguer sa compétence au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'émission d'un nombre maximum de quatre millions (4.000.000) de bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées.

Modalités de mise en œuvre / catégories de personnes

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires serait supprimé pour les BEA à émettre dans le cadre de la 15^{ème} résolution au profit de la catégorie de personne suivante :

- fonds d'investissement ou société de droit français ou étranger, ayant notamment pour activité la souscription de titres de capital et/ou donnant accès au capital sur demande des émetteurs desdits titres financiers, sous la forme d'opérations d'"equity lines" telles que définies dans la Position de l'AMF relative aux Equity Lines et aux PACEO du 16 Novembre 2007, qui auront seuls le droit de souscrire aux quatre millions (4.000.000) BEA à émettre en vertu de la présente autorisation ;

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories ci-dessus définies ainsi que le nombre de BEA à attribuer à chacun des bénéficiaires.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette résolution et notamment pour arrêter le prix d'émission des titres.

Principales modalités des BEA

Chaque BEA conférerait à son titulaire le droit et/ou l'obligation de souscrire à des actions ordinaires nouvelles de la Société, sur demande de cette dernière, à raison d'une (1) action pour un (1) BEA, étant précisé que l'émission des actions pourrait intervenir à tout moment au cours des trois (3) années suivant l'émission des BEA.

Les principales modalités et conditions de souscription et d'exercice des BEA seraient fixées ainsi qu'il suit :

- les BEA seraient sous forme nominative ; ils ne feraient pas l'objet d'une demande d'admission sur un marché quelconque, réglementé ou non ; ils ne seraient pas cessibles ;
- le prix de souscription d'un BEA serait de 0,001 euro par bon, conférant à son titulaire le droit et/ou l'obligation de souscrire des actions de la Société, à raison d'une (1) action par bon ;
- les actions nouvelles émises par exercice de BEA, seraient soumises à toutes les dispositions des statuts applicables aux actions de même catégorie, dès leur souscription, y compris en ce qui concerne le droit aux dividendes ;
- le prix de souscription des actions nouvelles en exercice de bons devrait être immédiatement et intégralement libéré lors de la souscription, par des versements en numéraire.

Prix de souscription d'une action par exercice d'un BEA

Le prix de souscription d'une (1) action par exercice d'un (1) BEA qui serait au moins égal au prix le moins élevé entre :

- la moyenne pondérée par les volumes des cours des actions ordinaires de la Société sur une période maximum de 5 jours de bourse précédant immédiatement l'exercice des BEA,
- la plus faible moyenne quotidienne pondérée par les volumes des cours des actions de la Société observée sur une période maximum de 5 jours de bourse précédant immédiatement l'exercice des BEA, et
- le dernier cours de clôture précédant l'exercice des BEA,

prix auquel serait appliquée une décote qui ne pourrait pas excéder 20 % ;

Plafond

Le Conseil d'Administration serait autorisé, afin de permettre au(x) titulaire(s) des bons d'exercer son (leur) droit de souscription, à procéder à une ou plusieurs augmentations de capital pour un montant nominal maximum de trois millions deux cent mille d'euros (3.200.000 €), par émission d'un maximum de quatre millions (4.000.000) actions ordinaires, auquel s'ajouterait éventuellement le montant nominal des actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant droit directement ou indirectement à une quotité de capital de la Société, dans les cas prévus par la loi, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global fixé à la 12^{ème} résolution.

Durée

Cette délégation aurait une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale et mettrait fin à la 8^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires (16 ^{ème} résolution)

La 16^{ème} résolution vise à permettre au Conseil d'augmenter le montant des émissions décidées avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription sur la base des délégations précitées, dans les conditions prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce (dans les 30 jours suivant la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale) et dans la limite des plafonds fixés par l'assemblée, lorsqu'il constate une demande excédentaire.

Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue d'émettre des bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice d'une personne dénommée (17 ^{ème} résolution)

Objet

Il est proposé à votre assemblée générale de déléguer sa compétence au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'émission d'un nombre maximum de quatre millions (4.000.000) de bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de YA Global Master SPV Ltd, une limited liability company immatriculée aux Iles Caymans, ayant son siège social à Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, représentée par sa société de gestion (investment manager) Yorkville Advisors, LLC, dont le siège est 101 Hudson Street, Suite 3700, Jersey City, NJ 07302 (USA).

Modalités de mise en œuvre

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires serait supprimé sur les BEA à émettre dans le cadre de la 17^{ème} résolution au profit de YA Global Master

Principales modalités des BEA

Chaque BEA confèrerait à son titulaire le droit et/ou l'obligation de souscrire à des actions ordinaires nouvelles de la Société, sur demande de cette dernière, à raison d'une (1) action pour un (1) BEA, étant précisé que l'émission des actions pourrait intervenir à tout moment au cours des trois (3) années suivant l'émission des BEA.

Les principales modalités et conditions de souscription et d'exercice des BEA seraient fixées ainsi qu'il suit :

- les BEA seraient sous forme nominative ; ils ne feraient pas l'objet d'une demande d'admission sur un marché quelconque, réglementé ou non ; ils ne seraient pas cessibles ;
- le prix de souscription d'un BEA serait de 0,001 euro par bon, conférant à son titulaire le droit et/ou l'obligation de souscrire des actions de la Société, à raison d'une (1) action par bon ;
- les actions nouvelles émises par exercice de BEA, seraient soumises à toutes les dispositions des statuts applicables aux actions de même catégorie, dès leur souscription, y compris en ce qui concerne le droit aux dividendes ;
- le prix de souscription des actions nouvelles en exercice de bons devrait être immédiatement et intégralement libéré lors de la souscription, par des versements en numéraire.

Prix de souscription d'une action par exercice d'un BEA

Le prix de souscription d'une (1) action par exercice d'un (1) BEA serait au moins égal au prix le moins élevé entre :

- la moyenne pondérée par les volumes des cours des actions ordinaires de la Société sur une période maximum de 5 jours de bourse précédant immédiatement l'exercice des BEA,
- la plus faible moyenne quotidienne pondérée par les volumes des cours des actions de la Société observée sur une période maximum de 5 jours de bourse précédant immédiatement l'exercice des BEA, et
- le dernier cours de clôture précédant l'exercice des BEA,

prix auquel sera appliquée une décote qui ne pourrait pas excéder 20 % ;

Plafond

Le Conseil d'Administration serait autorisé, afin de permettre à YA Global Master d'exercer ses droits de souscription, à procéder à une ou plusieurs augmentations de capital pour un montant nominal maximum de trois millions deux cent mille d'euros (3.200.000 €), par émission d'un maximum de quatre millions (4.000.000) actions ordinaires, auquel s'ajoutera éventuellement le montant nominal des actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant droit directement ou indirectement à une quotité de capital de la Société, dans les cas prévus par la loi.

Durée

Cette délégation aurait une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale et mettrait fin à la 11^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail
(18^{ème} résolution)

Objet / Modalités de mise en œuvre

Le Conseil d'administration rappelle à l'assemblée générale que la loi impose, lors de toute décision d'augmentation de capital par apport en numéraire (même lorsqu'il s'agit d'une délégation de compétence) sauf si celle-ci résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, aux actionnaires de sa prononcer sur un projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Il est ainsi proposé à votre assemblée générale, afin de se conformer aux obligations légales susmentionnées, de déléguer au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires de numéraire et, le cas échéant, par l'attribution gratuite d'actions ordinaires ou d'autres titres donnant accès au capital, réservées aux salariés (et dirigeants) de la société (et de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce) adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise.

Prix d'émission

Le prix des actions à souscrire serait déterminé conformément à la réglementation en vigueur. Le conseil aurait tous pouvoirs pour procéder aux évaluations à faire afin d'arrêter, à chaque exercice sous le contrôle des commissaires aux comptes, le prix de souscription. Il aurait également tous pouvoirs pour, dans la limite de l'avantage fixé par la loi, attribuer gratuitement des actions de la société ou d'autres titres donnant accès au capital et déterminer le nombre et la valeur des titres qui seraient ainsi attribués.

Plafond

Le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente autorisation serait limité à 1 % du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'administration de réalisation de cette augmentation, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital.

Durée

Cette délégation aurait une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale et mettra fin à la 10^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 8 avril 2013.

Avis du Conseil d'administration

Toutefois, nous vous proposons ce projet de résolution uniquement pour nous conformer aux dispositions légales applicables. En conséquence, nous vous recommandons de ne pas approuver le projet de 18^{ème} résolution que nous vous soumettons.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) au bénéfice de salariés et partenaires industriels ou commerciaux de la Société et de ses filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
(19^{ème} résolution)

Objet

Il est proposé à votre assemblée générale de déléguer sa compétence en vue d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) au bénéfice de salariés et partenaires industriels ou commerciaux de la Société et de ses filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Modalités de mise en œuvre / catégories de personnes / Bénéficiaire nommé désigné

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires serait supprimé pour les BSAAR à émettre dans le cadre de la 19^{ème} résolution au profit de la catégorie de personne suivante :

- salariés et partenaires industriels ou commerciaux de la Société et de ses filiales françaises et étrangères.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories ci-dessus définies ainsi que le nombre de BEA à attribuer à chacun des bénéficiaires.

Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre cette résolution et notamment pour arrêter le prix d'émission des titres.

Principales modalités des BSAAR / Prix de souscription d'une action par exercice d'un BSAAR

Le Conseil d'Administration :

- fixerait l'ensemble des caractéristiques des BSAAR, notamment leur prix de souscription qui sera déterminé, avis pris auprès d'un expert indépendant, en fonction des paramètres influençant sa valeur (à savoir, principalement : prix d'exercice, période d'incessibilité, période d'exercice, seuil de déclenchement et période de remboursement, taux d'intérêt, politique de distribution de dividendes, cours et volatilité de l'action de la Société) ainsi que les modalités de l'émission et les termes et conditions du contrat d'émission,
- fixerait le prix de souscription ou d'acquisition des actions par exercice des BSAAR étant précisé qu'un BSAAR donnera le droit de souscrire à (ou d'acquérir) une action de la Société à un prix égal au minimum à 1 euro (tel qu'éventuellement réduit à la suite d'ajustements réalisés pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément à la loi ou aux clauses d'ajustement contractuelles), sans pouvoir être inférieur à la valeur nominale d'une action.

Plafond

Le montant nominal maximum des augmentations de capital qui seraient réalisées en vertu de la délégation consentie aux termes de la 19^{ème} résolution serait fixé à 560.000 euros, soit un nombre total maximum de 700.000 actions d'un nominal de 0,80 euro, ce montant ne tenant pas compte des actions supplémentaires à émettre éventuellement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global fixé à la 12^{ème} résolution.

Durée

Cette délégation aurait une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale et mettraient fin à la 13^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires de la Société à des salariés et mandataires sociaux éligibles de la Société ou de son groupe
(20^{ème} résolution)

Objet / Bénéficiaires

Il est demandé à votre Assemblée Générale d'autoriser votre Conseil d'administration à consentir, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, des options de souscription d'actions nouvelles de la Société et/ou d'achat d'actions existantes de la Société au bénéfice du personnel salarié et des mandataires sociaux éligibles (ou à certains d'entre eux) de la Société ou des groupements ou des sociétés qui lui sont liés.

Modalités de mise en œuvre

Les actions pouvant être obtenues par exercice des options d'achat d'actions consenties au titre de la présente résolution devraient être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la 1^{ère} résolution soumise à la présente Assemblée générale au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions mis en œuvre antérieurement ou postérieurement à l'adoption de la présente résolution

Les options allouées devraient être exercées dans un délai fixé par le Conseil d'administration et qui ne pourrait excéder 8 ans à compter de la date de leur attribution par le Conseil d'administration.

La présente autorisation comporterait, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises au fur et à mesure des levées de ces options.

Tous pouvoirs seraient conférés au Conseil d'administration à l'effet notamment de :

- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles seraient consenties les options ;
- déterminer la liste des bénéficiaires d'options, le nombre d'options allouées à chacun d'eux, les modalités d'attribution et d'exercice des options ainsi que les conditions notamment liées à la performance de la Société, du groupe Prologue ou de ses entités et, le cas échéant, les critères d'attribution selon lesquels les options seraient attribués ;
- fixer les conditions d'exercice des options et notamment limiter, restreindre ou interdire (a) l'exercice des options ou (b) la cession des actions obtenues par exercice des options, pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant (i) porter sur tout ou partie des options et (ii) concerner tout ou partie des bénéficiaires ;
- statuer, s'agissant des mandataires sociaux, conformément aux deux dernières phrases du quatrième alinéa de l'article L. 225-185 du Code de commerce ;

Prix d'émission

Le prix d'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions ordinaires ne pourrait pas être ni inférieur à 95% de la moyenne des cours cotés de l'action Prologue sur le marché Nyse Euronext à Paris durant les vingt (20) séances de bourse précédant le jour où les options sont consenties, ni en ce qui concerne les options d'achat, inférieur à 95% du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce.

Aucune option de souscription ou d'achat ne pourrait être consentie moins de vingt (20) séances de Bourse après le détachement des actions d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital, et durant le délai de dix séances de Bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics.

Plafond

Le nombre total des options pouvant être consenties au titre de la présente résolution ne pourrait donner droit à souscrire ou acquérir un nombre d'actions ordinaires représentant plus de 5 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée générale.

Durée

La présente autorisation serait conférée au Conseil d'administration pour une durée maximum de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de la présente assemblée générale et mettraient fin à la 15^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

Approbation des modifications susceptibles d'être apportées aux caractéristiques des BSAAR (21ème résolution)
--

Objet / Bénéficiaires

Il est demandé à votre Assemblée Générale d'approuver la modification par votre Conseil d'administration des caractéristiques suivantes des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) émis le 17 décembre 2013, au vu du rapport établi à cette fin par un expert indépendant, le cabinet HAF Audit et Conseil :

— création d'une faculté d'exercice supplémentaire, valable jusqu'au 30 octobre 2014, chaque BSAAR émis en 2013 pouvant désormais donner droit à une deuxième action, au même prix unitaire de 2 euros ;

— en cas d'exercice de la faculté susmentionnée, qui laissera subsister le droit de chaque porteur d'acquérir une autre action dans les conditions fixées en 2013, les bons cesseront d'être remboursables et leur date d'échéance sera prolongée jusqu'au 31 mars 2021.

Il est précisé que cette approbation emportera augmentation du plafond global d'émission prévu à la 3ème résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 septembre 2013, lequel sera doublé pour passer à 32 000 000 euros.

Modalités de mise en œuvre

En décembre dernier, Prologue a attribué gratuitement, à tous ses actionnaires, des BSAAR (BSAAR 2020, FR0011627900, PRBS1) donnant chacun le droit de souscrire une action nouvelle ou d'acheter une action existante moyennant un prix d'exercice 2€ et ce jusqu'en 2020.

Toutefois, il est depuis lors apparu que la clause de remboursement anticipé à 0,01 € dont sont assortis ces BSAAR (clause 4.1.11.2 de la note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 13-668 en date du 12 décembre 2013) pouvait ne pas convenir à de nombreux actionnaires et porteurs, voire constituer un frein à la valorisation boursière des BSAAR.

C'est pourquoi, pour y remédier, le conseil d'administration de Prologue a souhaité proposer le vote d'une résolution qui permettra, aux porteurs de BSAAR 2020 qui exerceraient leurs bons avant le 30 octobre 2014 (renforçant ainsi les fonds propres de Prologue par la même occasion), d'obtenir immédiatement et gratuitement le droit de souscrire à une seconde action aux mêmes conditions (prix d'exercice 2€, maturité 7 ans et, parité 1 pour 1), mais sans clause de forçage.

Naturellement, les BSAAR donnant désormais potentiellement accès à deux fois plus d'actions, il convenait d'adapter le plafond d'émission correspondant, ce qui relève de la compétence de l'assemblée générale des actionnaires réunie à titre extraordinaire.

Pour pouvoir entrer en vigueur, cette modification doit également être approuvée par l'assemblée générale des porteurs de BSAAR.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour procéder à l'émission de bons autonomes donnant droit à l'attribution de titres de créance au profit d'une catégorie de personnes
(22^{ème} résolution)

Objet

Il est demandé à votre Assemblée Générale de déléguer sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, l'émission de bons autonomes (les « Bons ») donnant à leurs porteurs le droit de souscrire à des obligations qui seront alors émises par la Société (les « Obligations »), dans la limite d'un montant global de 10.000.000 euros pour l'emprunt obligataire.

L'objet de cette résolution est de faciliter le recours à un emprunt obligataire par voie d'émission des Bons.

Modalités de mise en œuvre / catégories de personnes

La souscription des Bons serait réservés à tout fonds communs de placement (FCP) ou fiducie (ou entité équivalente de droit étranger), qui pourraient notamment les revendre aux investisseurs intéressés par les Bons et/ou les Obligations.

Les Bons pourraient être exercés pendant une durée maximum de deux (2) ans à compter de leur émission, pour un prix d'exercice correspondant à une fraction du pair de chaque Obligation à laquelle ils donneront droit.

Le Conseil d'administration disposerait, dans les limites fixées par la présente résolution, de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au profit du Directeur Général, pour la mettre en œuvre, et notamment en déterminant le(s) souscripteur(s) des Bons au sein de la catégorie susmentionnée et le nombre de Bons souscrits par chacun des souscripteurs.

Le montant total de l'émission obligataire pouvant être réalisé par exercice des Bons émis par le Conseil d'administration ne pourra pas dépasser 10.000.000 €.

Durée

La présente autorisation serait conférée au Conseil d'administration pour une durée maximum de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente assemblée générale et mettraient fin à la 16^{ème} résolution approuvée par l'assemblée générale du 10 septembre 2013.

PARTIE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Pouvoirs pour les formalités
(23^{ème} résolution)

Cette résolution est destinée à conférer les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités légales consécutives à la tenue de l'Assemblée Générale.

ooooOoooo

Nous vous remercions de la confiance que vous voudrez bien témoigner au Conseil d'administration en approuvant l'ensemble des résolutions soumises au vote de votre Assemblée Générale, à l'exception de la 18^{ème} résolution.

Le Conseil d'Administration